

**18.3375****Interpellation****Häberli-Koller Brigitte.****Angekündigte Zentralisierung****von Agroscope****Interpellation****Häberli-Koller Brigitte.****Centralisation annoncée d'Agroscope**

CHRONOLOGIE**STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 06.06.18**

18.3241**Motion Savary Géraldine.**

**Es soll gesetzlich verankert werden,
dass die landwirtschaftliche
Forschung auf die regionalen
Gegebenheiten ausgerichtet sein muss**

Motion Savary Géraldine.

**Ancrage dans la loi
de la recherche agronomique
adaptée aux conditions locales**

CHRONOLOGIE**STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 06.06.18**

Präsidentin (Keller-Sutter Karin, Präsidentin): Wir behandeln die Interpellation 18.3375 und die Motion 18.3241 gemeinsam. Sie sind zwar von der Form her unterschiedlich, betreffen aber das gleiche Thema. Wir beginnen mit der Behandlung der Interpellation. Frau Häberli-Koller ist von der schriftlichen Antwort des Bundesrates nicht befriedigt. Sie beantragt Diskussion. – Sie sind damit einverstanden.

Häberli-Koller Brigitte (C, TG): "Vorwärts in die Sackgasse" und "Viel Goodwill verloren" habe ich heute zur geplanten Zentralisierung von Agroscope in der Zeitung gelesen. Zu diesem Thema wurden in den vergangenen Wochen zahlreiche Vorstösse eingereicht. Die Kantone wehren sich; die Ostschweizer Regierungskonferenz schreibt dem Bundesrat, und die Regierungskonferenz des Metropolitanraums Zürich hat Ihnen ebenfalls Briefe zugestellt. Sie haben sicher festgestellt, dass die Unsicherheit da ist und viele Fragen offen sind. Auch der Grosse Rat des Kantons Thurgau hat Ihnen nach einer dringlichen Debatte, die von 119 von 120 anwesenden Kantonsrätiinnen und Kantonsräten gutgeheissen wurde, ein entsprechendes Schreiben zukommen lassen. Die Forschung von Agroscope ist – davon bin ich überzeugt – an verschiedene Standorte, das heisst an die verschiedenen Regionen, gebunden. Sie schreiben in der Antwort auf meine Interpellation: "Forscher sind nicht standortgebunden." Das mag wohl sein, aber die Forschung, gerade in diesem Bereich, ist es manchmal



eben schon. Die Bedingungen in Tänikon im Kanton Thurgau, in Graubünden, im Tessin, in der Waadt oder im Wallis sind unterschiedlich. Deshalb ist eine Konzentration auf einen Standort nicht der richtige Weg. Sie halten in Ihrer Antwort ebenfalls fest: "In der Umsetzungsphase wird sich Gelegenheit ergeben, mit dem Kanton Thurgau über die Art und Weise der künftigen Zusammenarbeit zu sprechen." Ich wünschte mir, dass nicht dieser Weg beschritten wird, sondern dass zusammen mit den betroffenen Kantonen und weiteren Interessengruppen von Beginn weg über eine solche geplante Strategie diskutiert und dieser mögliche Weg angesprochen wird. Dies ist leider jetzt anders gelaufen. Nur anderthalb Jahre nach der Vereinbarung mit dem Kanton Thurgau, welche das Ziel hat, Kosten zu sparen und die 100 Arbeitsplätze in unserem Kanton zu sichern, soll jetzt bereits die nächste Reorganisation stattfinden.

Auch den Sparauftrag des Bundesrates für die landwirtschaftliche Forschung verstehe ich nicht. Die Forschung in der Landwirtschaft ist enorm wichtig und wird an Wichtigkeit noch zunehmen. Dass jetzt ausgerechnet hier ein Sparauftrag des Bundesrates umgesetzt werden soll, ist schon speziell. Ich vermisste eine Strategie, die, wie bereits erwähnt, die Kantone einbezieht, die Betroffenen mit ins Boot holt, die Informationen frühzeitig bekanntmacht und nicht Unruhe und Unsicherheit schafft. Wenn dann wirklich schon wieder eine Reorganisation ins Auge gefasst werden müsste, müsste diese zuerst mit allen Betroffenen erarbeitet werden.

Zum Standort Posieux: Ich lese im Bericht der Eidgenössischen Finanzkontrolle (EFK) von Unsicherheiten, die eine

AB 2018 S 431 / BO 2018 E 431

Überprüfung nötig machen. Was meinen Sie zu diesem Bericht der EFK?

Wie bereits ausgeführt, sind zahlreiche Vorstösse eingereicht worden, weitere werden wohl noch folgen. In dieser Woche hat der Nationalrat mit 141 zu 34 Stimmen bei 2 Enthaltungen überaus deutlich eine Motion (18.3382) angenommen, die einen Marschhalt fordert. Ein solcher Marschhalt ist jetzt wirklich angezeigt.

Präsidentin (Keller-Sutter Karin, Präsidentin): Das Wort hat nun Frau Savary für die Begründung Ihrer Motion. Danach führen wir eine Debatte über beide Vorstösse.

Savary Géraldine (S, VD): Je voudrais dire quelques mots sur Agroscope parce que nous ne connaissons peut-être pas tous cette institution. Agroscope, ce sont 1000 collaboratrices et collaborateurs, un budget annuel de 186 millions de francs, trois sites principaux, à savoir Posieux, Changins et Reckenholz, sept sites spécialisés et quatorze exploitations. Agroscope a fait paraître environ 1200 articles et publications en 2017. Agroscope a perdu 60 postes depuis 2011, et la moitié des cadres ont été licenciés en 2016. Agroscope est une institution un peu à l'image de notre pays. Certes, il faut soutenir financièrement cette institution, mais elle correspond à ce qu'est la Suisse: il faut des stations dans toutes les régions du pays afin que cela corresponde à notre diversité. On sait que la diversité est la richesse de notre pays, mais elle a un coût.

Depuis dix ans, Agroscope subit des réformes et des restructurations pénibles à vivre tant pour les chercheurs que pour l'institution même, qui est secouée par les ukases de l'Office fédéral de l'agriculture et qui est soumise à des réformes et à des restructurations difficiles. La dernière décision, datée du 9 mars 2018 – c'est pour cela qu'un certain nombre d'interventions parlementaires ont été déposées –, prévoit que le réseau des centres de recherche agronomique fédéraux devrait être centralisé d'ici à 2028, ce dont a parlé Madame Häberli-Koller, sur un site unique à Posieux. Le processus pourrait aboutir à la suppression d'un certain nombre d'emplois; on parle de centaines d'emplois. On n'a pas encore les chiffres précis.

Je rappelle qu'Agroscope est une ancienne institution, fondée au XIXe siècle. Pourquoi existe-t-elle, comme d'ailleurs dans la plupart des pays qui tiennent encore à avoir une agriculture forte? Agroscope procède à des recherches sur la fertilité des sols, sur les variétés de blés, sur les champignons, sur les vins, sur les insectes. Dans la filière du fromage, j'en parle en connaissance de cause puisque je préside l'Association suisse des AOC-IGP. Agroscope travaille beaucoup sur la traçabilité des appellations et mène des recherches sur le lait, qui d'ailleurs sont faites à Posieux.

J'en profite pour dire que l'association que je préside ne serait pas touchée par la réforme d'Agroscope puisque les recherches sur le lait et le fromage se font déjà à Posieux. Donc je ne défends pas les intérêts d'une quelconque filière dans cette affaire, mais bien une vision diversifiée et forte de la recherche appliquée en matière d'agriculture.

Si j'ai déposé la motion 18.3241, c'est parce que je considère qu'il est difficile d'imaginer de poursuivre et de renforcer une recherche appliquée à Posieux, sur un seul site, alors qu'on sait que notre agriculture est diversifiée. A Posieux, on ne pourra pas faire des recherches sur les abricots parce qu'à ma connaissance – peut-être que les représentants du canton de Fribourg me contrediront –, il y a peu d'abricots qui poussent à



Posieux! Donc on sait très bien que les stations de recherche doivent avoir un lien avec les sols, les terroirs et les productions locales.

A mes yeux, il est difficile aussi pour les chercheurs de faire des allers et retours entre la centrale et les champs, situés par exemple en Thurgovie ou au Tessin. Les cerveaux sont mobiles, on le sait – c'est le propre des cerveaux bien remplis –, mais il n'est pas certain que cette mobilité des chercheurs soit ce qui est le plus utile pour l'avenir de l'agriculture suisse s'ils passent leur temps dans le train.

Dans mon canton, en outre – vous permettez, Monsieur le conseiller fédéral, que je dise quelques mots sur le sujet –, le site de Changins a bénéficié d'importants travaux. On est, dans le canton de Vaud, reconnaissant envers la Confédération d'avoir engagé depuis dix ans des travaux pour un coût évalué entre 60 et 100 millions de francs. Tout le monde assurait, il y a un an, que le site de Changins allait être renforcé, que les équipes ne seraient pas touchées par les éventuelles mesures d'économies.

Aujourd'hui, après 100 millions de francs d'investissements, on nous a dit, à l'Office fédéral de l'agriculture, que cet endroit devrait être abandonné et qu'un nouveau site était créé à Posieux, qu'il fallait louer certaines parties ou la totalité du bâtiment de Changins, et je me demande aujourd'hui à quoi serviraient une station d'épuration et un four spécial, pour quel locataire ou propriétaire potentiel. Donc on voit qu'il y a un discours contradictoire qui n'est pas complètement compréhensible dans cette affaire.

Ma motion, Monsieur le conseiller fédéral, n'est pas un ukase, je le précise; elle vise simplement à ce que, dans la loi sur l'agriculture, la Confédération s'engage à gérer des stations de recherche agronomique. Je ne dis pas combien, je ne dis pas où, je dis simplement qu'il en faut un certain nombre pour – je le répète – qu'on puisse être efficace, pour qu'on puisse miser sur une diversité de notre agriculture, parce que je ne crois pas que l'on puisse renforcer la diversité de notre agriculture sans avoir une diversité de la recherche appliquée, en particulier en lien avec les territoires.

Je ne crois pas non plus qu'on puisse, à terme – et c'est ce que vous voulez, je crois –, miser sur l'exportation, miser sur les nouveaux marchés, miser sur des accords avec des pays étrangers en matière d'agriculture si, parallèlement, le département ne considère pas que la recherche appliquée est fondamentale dans ces démarches. Tous les pays qui nous entourent, qui misent sur la diversité de l'agriculture et sur l'avenir de leur agriculture – je pense en particulier à la France – misent aussi sur une recherche appliquée de qualité.

Je considère donc, en conclusion, qu'il y a des messages contradictoires dans ce que vous dites au monde agricole comme au monde de la recherche, et c'est pour cette raison que je vous demande, chers collègues, de soutenir cette motion. Je le répète: elle n'est pas extrêmement contraignante, je ne dis pas qu'il faut que ce soit le statu quo qui s'applique, mais je dis qu'il faut une diversité des instituts de recherche qui corresponde à la diversité de notre agriculture et de nos besoins.

Bischofberger Ivo (C, AI): Im Agroscope-Jahresbericht 2017 lesen wir im auf Seite 4 abgedruckten Leitbild unter anderem Folgendes: "Im Zentrum stehen Forschung und Entwicklung zugunsten der Land- und Ernährungswirtschaft, das Bereitstellen von Entscheidungsgrundlagen für die Gesetzgebung der Bundesbehörden, Vollzugsaufgaben im Rahmen der gesetzlichen Vorgaben im Dienste der Landwirtschaft und der Allgemeinheit sowie Wissensaustausch und Technologietransfer mit der Praxis, der Beratung, der Wirtschaft, der Wissenschaft, der Lehre und der Öffentlichkeit." Zudem berichtet der im vergangenen März amtierende Chef Agroscope, Herr Michael Gysi, über das Arbeitsprogramm 2018–2021 mit 17 definierten Forschungsfeldern und den darauf aufbauenden 117 Forschungsprojekten.

Vor diesem Hintergrund informierte der Bundesrat Anfang März dieses Jahres über seine Absicht, Agroscope neu zu positionieren. Diese Neupositionierung sei nötig, damit Agroscope als grösstes Schweizer Kompetenzzentrum für die Forschung in der Land- und Ernährungswirtschaft sowie im Umweltbereich nicht nur im Inland an Effizienz gewinne, sondern auch für Forschungskooperationen mit dem Ausland attraktiv bleibe. Der Plan beinhaltet konkret zwei Komponenten: Zum einen ist ein Hauptquartier mit den nichtstandortgebundenen Forschenden am Standort Posieux aufzubauen. Dazu sind die übrigen elf Standorte lediglich noch als regionale Antennen für den Bezug zu lokalen landwirtschaftlichen Gegebenheiten einzurichten. Zum andern ist das Aufgabenportfolio im Lichte der eigenen Kompetenzen sowie der nationalen und auch internationalen Arbeitsteilung zu profilieren.

Der Aufschrei und die entsprechenden Reaktionen auf diese, sagen wir es einmal diplomatisch, wohl kaum als

AB 2018 S 432 / BO 2018 E 432

Sternstunde der Kommunikation zu rühmende Veranstaltung waren unmissverständlich, denn es entstand der Eindruck, dass nach all den verschiedenen Restrukturierungen in den vergangenen Jahren die neuangekündigte Reform einer reinen Abbauvorlage gleichkommt und damit der Output der landwirtschaftlichen Forschung



– und dies vor allem mit Blick auf die einleitend im Leitbild genannten anstehenden Herausforderungen Aktionsplan Pflanzenschutz, Biodiversität, nationale Strategie Antibiotikaresistenzen oder Klimawandel – massiv geschwächt und infrage gestellt wird. Mit Blick in die Zukunft weckten die Verlautbarungen aber auch bei den 898 beschäftigten Personen respektive Fachkräften, die im Jahresbericht 2017 zitiert werden, verschiedentlich Zweifel und lösten Misstrauen und vor allem Unsicherheiten aus.

Damit dies nun ein Ende hat, erfordern alle diese Themen eine für Agroscope ganzheitliche, austarierte und vor allem mit der Branche entwickelte Strategie, die auf den Status quo mit den aktuell gültigen Verträgen, Vereinbarungen und den damit verbundenen Verpflichtungen die geschuldete Rücksicht nimmt, Rücksicht vor allem, auch aktuell, auf die im August 2016 rechtsverbindlich unterzeichnete Grundsatzvereinbarung zwischen dem Bund und dem Kanton Thurgau betreffend den Standort Tänikon und Rücksicht vor allem auch auf die erst kürzlich, nämlich im Januar 2018, von der Landwirtschaftsdirektorenkonferenz einberufene Task-Force, welche die gemeinsame Steuerung und Koordination des Landwirtschaftlichen Innovations- und Wissenssystems (Liwis) zu beleuchten hat. Davon betroffen ist auch Agroscope, denn die in dieser Task-Force vereinigten Akteure – Landwirtschaftsdirektorenkonferenz, Bundesamt für Landwirtschaft, Hochschule für Agrar-, Forst- und Lebensmittelwissenschaften, Beratungsdienste SBV und Agroscope – sprechen sich in einer ersten Analyse, ergänzend zur Grundlagenforschung, für eine vermehrt praxisorientierte und angewandte Forschung aus. Zusammenfassend fordern alle, notabene in beiden Räten, eingereichten parlamentarischen Vorstösse dasselbe, nämlich einen Marschhalt, der zur Erarbeitung einer ganzheitlichen Strategie für die staatliche Forschung zugunsten der schweizerischen Land- und Ernährungswirtschaft genutzt werden soll. Bis zu diesem Zeitpunkt soll von Bundesseite die skizzierte Umstrukturierung nicht weiter vorangetrieben werden, und das getreu einer bei uns im Kanton Appenzell Innerrhoden tief verankerten alten Volksweisheit: Manchmal ist es klug, ja sogar weise, einen Schritt zurück zu gehen, um vorwärtszukommen.

In diesem Sinne bitte ich Sie, die Motion Savary anzunehmen, damit die zuständige Kommission des Nationalrates darüber im Rahmen einer Gesamtschau der weiteren Vorstösse diskutieren und entscheiden kann.

Vonlanthen Beat (C, FR): Als Freiburger erlaube ich mir auch, ganz kurz und emotionslos vier Punkte hervorzuheben, die aus meiner Sicht Beachtung verdienen und im Hinblick auf eine sachliche Diskussion des Themas Agroscope wichtig sind.

1. Die Überlegungen des WBF zu einer Überprüfung der Organisationsstrukturen von Agroscope sind legitim. Allerdings meine ich, dass sie nicht unter dem Aspekt der Sparmassnahmen geschehen sollten. Das Department von Bundesrat Schneider-Ammann hat Überlegungen angestellt, wie die landwirtschaftliche Forschung organisatorisch noch effizienter ausgestaltet werden kann. Anstoss zu diesem Konzept sind anscheinend eben Sparüberlegungen. Ich meine, dass es durchaus Sinn macht, im Hinblick auf eine Effizienzsteigerung auch organisatorische Massnahmen ins Auge zu fassen. Die Schaffung eines Campus mit dezentralen Standorten, also die Schaffung eines eigentlichen Netzwerks, scheint mir ein durchaus vertretbarer Ansatzpunkt zu sein. Wie gesagt, bedaure ich es persönlich aber, dass der Fokus auf der Sparübung liegt. Denn gerade die landwirtschaftliche Forschung muss auch in Zukunft über genügend Finanzmittel verfügen, um angesichts der vielfältigen Herausforderungen in der Agrarpolitik die nötige Unterstützung und auch die Grundlagenarbeit leisten zu können.

2. Der Sturmwind der Entrüstung muss ernst genommen werden. Die ungünstige Kommunikation, das heißt das Durchsickern gewisser Informationen in die Öffentlichkeit, ist den Vertreterinnen und Vertretern der Standorte ausserhalb von Posieux/FR, verständlicherweise in den falschen Hals geraten. Die zahlreichen parlamentarischen Vorstösse im Nationalrat, aber auch hier im Ständerat sind Ausdruck dieses Unbehagens, das wir ohne Wenn und Aber zur Kenntnis nehmen müssen. Die Reorganisationsidee hat also leider etwas Blei in den Flügeln. Ich denke, dass Bundesrat Schneider-Ammann gut beraten ist, die jetzige Idee des Campus im angedachten Sinn weiterzuentwickeln und mit allen betroffenen Kantonen zu erörtern. Das Konzept eines effizienten Netzwerks von regionalen Institutionen, allenfalls mit einem Leading House, wäre der Idee einer Effizienzsteigerung wohl durchaus dienlich, ohne dass dabei die Vorteile der historisch gewachsenen dezentralen Strukturen über Bord zu werfen sind. Eine Denkpause scheint mir daher durchaus sinnvoll zu sein.

3. Zur Motion Savary: Die Motion Savary lässt eigentlich alle Möglichkeiten offen. Angesichts der zahlreichen parlamentarischen Vorstösse scheint es mir zwar notwendig zu sein, jetzt keine voreiligen Massnahmen zu treffen; die Annahme der Motion Savary scheint mir aber grundsätzlich kein Problem zu bieten, die verschiedenen Möglichkeiten einer wie auch immer ausgestalteten zukünftigen Struktur zu realisieren. Ich werde mich der vorgeschlagenen Gesetzesänderung daher heute nicht widersetzen und die Motion auch unterstützen.

4. Der letzte, für mich sehr wichtige Punkt: Getroffene Entscheide sind bald und zügig umzusetzen. Ich bin durchaus einverstanden mit dem Marschhalt, nur scheint es mir absolut dringend und unumgänglich zu sein,



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Sommersession 2018 • Siebente Sitzung • 06.06.18 • 08h15 • 18.3375
Conseil des Etats • Session d'été 2018 • Septième séance • 06.06.18 • 08h15 • 18.3375



dass die bisher getroffenen Entscheide nun zügig umgesetzt werden. Der Transfer der Forschungsanstalt Agroscope von Liebefeld nach Posieux, der vor Jahren bereits entschieden worden ist und für den bereits eingehende Planungen gemacht worden sind, soll daher unabhängig von der Konkretisierung dieser Campus-Idee zeitnah realisiert werden. Ich wäre froh, wenn Herr Bundesrat Schneider-Ammann hier auch bestätigen könnte, dass das in diesem Sinne auch realisiert werden wird.

In diesem Sinne danke ich Herrn Bundesrat Schneider-Ammann für seine zielgerichtete Leadership, die weitere Stärkung der landwirtschaftlichen Forschung im Interesse unseres Landes und unter Einbezug der involvierten Kantone umzusetzen.

Eberle Roland (V, TG): Es wurde schon viel gesagt. Wir stellen fest, dass die Übung mehr oder weniger abgestürzt ist – aus verschiedenen Gründen. Wir wollen nicht nach hinten, sondern nach vorne schauen. Ich hoffe, dass der Bundesrat und das Departement die Zeichen der Zeit erkennen und tatsächlich die Lernstunden nutzen, die sich anbieten. Im Arbeitsprogramm von Agroscope für die Jahre 2014 bis 2017 und im Bericht wurde festgehalten, dass von Agroscope sehr gute Arbeit geleistet wurde. Das ist richtig, wird aber leider von den unseligen Debatten über die Reorganisationen, die seit 2014 hängig sind, überlagert. Das finde ich schade. Ich hoffe, dass es eine Neuauflage gibt und dass sie die gute Arbeit berücksichtigt.

Wenn ich in einer Fehleranalyse zu verstehen versuche, was alles passiert ist, gibt es zwei Aspekte: Auf der einen Seite wurden die Reorganisationen, nach meiner Erfahrung, durch Vorgaben des Bundesamtes für Bauten und Logistik getrieben, welches mit doch beträchtlichen Zinsvorstellungen und ökonomischen Vorstellungen an die Überprüfung der Rentabilität dieser Standorte herangegangen ist. Das ist natürlich ein relativ schlechter Treiber, wenn es darum geht, die landwirtschaftliche Forschung neuen Strukturen zuzuführen. Ich wehre mich nicht dagegen, dass man das alles überprüft – auch konzentriert, phasenweise und teilweise.

Auf der anderen Seite eruiere ich eine Organisationsfrage als Problemfeld: Der Agroscope-Rat – als strategisches Leitgremium von Agroscope als Ganzes – setzte sich faktisch aus der Geschäftsleitung des Bundesamtes für Landwirtschaft

AB 2018 S 433 / BO 2018 E 433

zusammen. Das ist ein Zielkonflikt per se. Das Bundesamt für Landwirtschaft hat mit seiner engen Einbindung in verschiedene Anspruchshaltungen, die dieses Bundesamt erfüllen sollte, eigentlich fast keine Freiheit mehr, um dann Agroscope die richtigen Forschungsleitlinien zu geben. Ich stelle in der praktischen Arbeit fest, dass doch sehr viele Thesen und politische Anforderungen ans Bundesamt für Landwirtschaft, an die Landwirtschaft und an die Politik dann via Agroscope quasi fachlich legitimiert wurden oder mit Forschungen und Gutachten, die relativ eng angesetzt waren, bestätigt wurden. Ich finde das eine problematische Angelegenheit. Ich sage nicht, dass Agroscope nicht auch zuhanden der Agrarpolitik forschen soll – im Bereich der Betriebswirtschaft, im Bereich der neuen Technologien usw. Aber insgesamt, glaube ich, müsste Agroscope eine höhere Freiheit haben, und das könnte man durch eine Entflechtung dieses Überbaus des Agroscope-Rates von der Geschäftsleitung des Bundesamtes für Landwirtschaft erreichen – diese waren dann zum Teil noch identisch, was ich problematisch finde.

Ich glaube, es wäre auch im Rahmen einer Governance-Betrachtung sinnvoll, wenn man in einer künftigen Struktur eine klare Verantwortungszuschreibung machen würde – das ist als Empfehlung zu verstehen. Ich möchte da keine Noten verteilen, das ist nicht meine Aufgabe. Aber ich hoffe, dass mit einer Denkpause in dieser ganzen Geschichte – im Thurgau sitzen wir in dieser Frage seit 2014 zusammen – ein Start erfolgen kann, der dann tatsächlich der schweizerischen Landwirtschaft zum Nutzen gereicht.

Schneider-Ammann Johann N., Bundesrat: Lassen Sie mich in aller Kürze Folgendes sagen: Ich bedaure zutiefst, was entstanden ist, und ich bedaure das vor allem vor dem Hintergrund der Verunsicherung des Personals. Ich rede von dem Personal, das für unsere Forschung entscheidend ist, und das sind prima vista alle.

Ich habe mich in den vergangenen Monaten bemüht – mich selbst und meine Organisation – zu erkennen, wo unsere Landwirtschaft steht, in welcher Kompetitivität wir uns einzuordnen hätten und wie wir uns für die Zukunft auszurichten haben, wenn die Zukunft vor allem auch eine Digitalisierungszukunft sein wird. Dieses Wort ist jetzt bei Ihnen noch nicht gefallen.

Dann kam der Auftrag zum Sparen. Der wurde mir erteilt, ich habe ihn analysiert – notabene nicht zum ersten Mal –, und ich habe ihn so beurteilt, dass ich mir gesagt habe: Es macht keinen Sinn, wenn ich einfach mit dem Rasenmäher über die zwölf Standorte fahre und überall etwas Kosten wegnahme, denn dann werden mehrere Standorte suboptimal dastehen, und zwar deutlich. Es ist nur eine Frage der Ehrlichkeit, ob man dann den Mut hat zu sagen: Es geht nicht mehr. Ich wollte dieses Konzept nicht. Das nehme ich auf mich.



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Sommersession 2018 • Siebente Sitzung • 06.06.18 • 08h15 • 18.3375
Conseil des Etats • Session d'été 2018 • Septième séance • 06.06.18 • 08h15 • 18.3375



Ich bin dann hingegangen und habe mich gefragt: Was ist denn als Alternative denkbar? Ich habe eine Skizze gemacht – rudimentär, nicht hinterfragt, nicht ausdiskutiert, nicht mit Spezialisten abgecheckt –, die besagt: Wir machen zuerst eine Investition, richten uns bestens ein, sodass internationale Spitzenforscher – und da gehören die unsrigen auch dazu – Interesse entwickeln, mit uns in der Zukunft Landwirtschaftsforschung zu betreiben. Ich habe nichts anderes gemacht als den entsprechenden bundesrätlichen Ausschuss aufgeboten. Das sind drei Personen: Herr Kollege Maurer, Frau Kollegin Leuthard und ich. Ich habe dort die Skizzen vor gestellt und dem Finanzminister gesagt, wie viel Geld ich brauche. Zu meinem Erstaunen hat er nicht einfach abgewehrt, und dann ging es schnell. Dann ging es im Studentakt, und die Papiere waren bei den Medien, und wir bekamen Kenntnis davon. Ich hatte am Freitagmittag die Möglichkeit, selber noch etwas dazu zu sagen und zu versuchen, den Schaden zu minimieren, oder ich konnte es einfach laufenlassen. Ich habe offensichtlich das Falsche gemacht. Ich habe mich mit der Geschäftsleitung von Agroscope in Verbindung gesetzt, damit ich es nicht der Zeitung entnehmen musste. Ich hatte auch noch die sieben Landwirtschaftsdirektoren der betroffenen Standortkantone in einer Konferenzschaltung, bevor das publik wurde: Das war der Notnagel in letzter Minute.

Jetzt sind wir da, wo wir sind. Wir helfen uns, wenn wir wirklich darauf ausgehen, dass wir uns nach vorne orientieren, mit der Zielsetzung, eine erstklassige Landwirtschaftsforschung auf die Beine stellen zu wollen, und mit dieser erstklassigen Landwirtschaftsforschung für uns die Landwirtschaft bereitstellen, die wir brauchen, um auch künftig 60 Prozent Selbstversorgung sicherstellen zu können. Das ist meine Ambition. Wenn ich das mit dem internationalen Umfeld vergleiche, dann stelle ich fest, dass wir hier oder dort schon noch Verbesserungspotenzial haben.

Ich habe es nicht so verstanden, dass Sie mir gegenüber ein Denkverbot aussprechen. Wir werden aber die Denkpause konstruktiv nutzen. Wir werden an verschiedenen Ideen weiterarbeiten. Wir werden rechtzeitig die verschiedenen Interessengruppierungen mit einbeziehen und beginnen dann gleich mit den Medien, damit das Problem a priori vom Tisch ist. Das ärgert mich, es ärgert mich, daraus mache ich keinen Hehl: So kann man nicht arbeiten; so kann man jedes Projekt a priori liegenlassen. Aber Spass beiseite: Wir informieren dann die Interessierten, und dann finden wir über die kommenden Monate wieder auf ein Gleis zurück, das in die Zukunft führt und das konstruktive Lösungen ermöglicht.

Ich bedaure die entstandene Situation.

18.3375

Präsidentin (Keller-Sutter Karin, Präsidentin): Das Geschäft ist mit dieser Diskussion erledigt.

18.3241

Präsidentin (Keller-Sutter Karin, Präsidentin): Der Bundesrat beantragt die Ablehnung der Motion.

Abstimmung – Vote

Für Annahme der Motion ... 28 Stimmen

Dagegen ... 6 Stimmen

(3 Enthaltungen)

AB 2018 S 434 / BO 2018 E 434